

*Aux membres des Commissions de la politique de sécurité (CPS)  
Aux membres des Commissions de politique extérieure (CPE)*

Bâle, Lausanne, Genève, le 5 mai 2014

Cher Monsieur ..., chère Madame ...

En solidarité avec l'appel de la société civile palestinienne, nous nous engageons depuis 2005 à faire respecter les droits légitimes des Palestiniens. Depuis ces vingt dernières années, la situation ne cesse de se détériorer en dépit des cycles répétés de négociations. Les conditions de vie de la population palestinienne se détériorent toujours plus sous la pression de la politique expansionniste d'Israël. La perspective d'autodétermination et de respect des droits politiques, économiques et sociaux de la population palestinienne semble de plus en plus hors d'atteinte si aucune pression internationale n'est exercée à l'encontre d'Israël. Une telle intervention s'inscrit d'ailleurs dans les engagements de la communauté internationale de veiller à la protection du droit international et d'agir contre les violations des droits de l'homme.

Les revendications du mouvement international de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) se réclament de ces engagements. Ils se basent sur deux principes : d'une part, sur les droits légitimes du peuple palestinien dans son ensemble, ancrés dans le droit international ainsi que sur les obligations des États tiers ; d'autre part, sur la force de mobilisation de la société civile, et en particulier sur les expériences tirées des mouvements civiques pour la suppression du régime d'apartheid en Afrique du Sud.

A ce titre, BDS-Suisse s'insurge contre les relations économiques et militaires avec Israël que l'Etat suisse entretient, ceci en violation avec ses propres obligations internationales. Ainsi, le choix fait par la police de confier fin 2013 à la société américano-israélienne Verint l'élaboration du système d'écoute téléphonique en Suisse. Cette entreprise entretient des liens étroits avec l'armée israélienne et avec la NSA américaine et a été dénoncé pour avoir installé des «portes dérobées» (backdoors) dans ses systèmes, soit un accès secret implémenté dans le logiciel qui lui permet d'espionner et d'utiliser les communications. Il en va de même avec le choix du DFDPPS pour le programme d'armement qui devrait se décider en 2015, qui retient au final les drones produits par deux industries israéliennes. BDS a rassemblé à ce jour près de 11'000 signatures de citoyens suisses qui réclament le renoncement à ce projet d'achat.

BDS Suisse appelle le gouvernement à mettre fin à toute forme de coopération dans le domaine militaire et de sécurité avec Israël jusqu'à ce que cet Etat respecte le droit international. En outre, BDS lutte pour que les autorités ainsi que les entreprises suisses renoncent à entretenir des rapports commerciaux avec des entreprises israéliennes ou internationales qui, d'une façon ou d'une, autre sont impliquées dans le régime d'occupation israélienne illégale. Au nom du respect du droit international, notamment des principes du droit international humanitaire, il serait souhaitable que la Suisse s'emploie, au niveau international et local, à faire adopter une interdiction d'importation des produits en provenance des colonies et à informer les entreprises qui maintiennent leurs relations commerciales des conséquences juridiques potentielles et des préjudices que pourrait subir leur réputation.

Dans ce contexte, nous nous permettons de vous envoyer la documentation suivante :

-Un DVD du film « Roadmap to Apartheid », lequel dresse un comparatif entre la politique structurelle d'Israël envers les Palestiniens et l'ancien régime d'apartheid en Afrique du Sud. *(CPE)*

- La brochure « Cultures d'injustice » éditée par des organisations agricoles palestiniennes, laquelle dénonce la responsabilité des sociétés agricoles israéliennes dans la destruction de l'agriculture palestinienne. *(CPE)*

- La brochure « L'industrie d'armement et de sécurité israélienne » qui offre des informations de fond sur ce secteur de l'économie israélienne en plein essor. On y trouve des détails sur la coopération militaire de la Suisse avec Israël et sur le rôle de ce secteur dans l'oppression du peuple palestinien. *(CPE + CPS)*

- Un DVD du film « The Lab » dans lequel le réalisateur israélien Yotam Feldman montre comment l'essor de l'industrie de défense israélienne est intimement lié à l'exploitation des territoires palestiniens occupés comme « laboratoire d'essai » pour le développement de son matériel de guerre. *(CPS)*

Nous espérons que ces documents susciteront votre intérêt et restons à votre disposition pour toutes questions et discussions.

Avec l'expression de nos sentiments les meilleurs